



POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

SalariéEs, privéEs d'emploi, ENSEMBLE REFUSONS LA PRÉCARITÉ !

Face à la crise, le gouvernement vole au secours de la finance avec un plan de **360 milliards d'euros** mis à disposition des banques. Dans le même temps : recul de l'âge de la retraite à 70 ans, travail le dimanche imposé, multiplication des CDD, développement de la précarité, licenciements massifs... Le gouvernement annonce **46 000 nouveaux licenciements !**

Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

La vague de licenciement qui s'annonce ne laisse aucun doute, ce sera plus difficile de retrouver un emploi :

- Le droit à un véritable emploi est remis en cause par le **RSA** (revenu de solidarité active), qui va étendre les emplois précaires (notamment les temps partiels pour les femmes). En même temps les droits des chômeurs se dégradent. Déjà, moins de la moitié des chômeurs inscrits sont indemnisés par le régime d'assurance chômage.
- L'application du principe de l'offre raisonnable d'emploi (**ORE**), obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, va augmenter les radiations déjà en hausse.
- Le Medef annonce, pour les **négociations Unédic** qui s'ouvrent aujourd'hui, sa volonté de réduire encore les cotisations chômage à sa charge.
- Le remplacement du RMI au **revenu minimum garanti** va entraîner une augmentation du nombre de chômeurs non indemnisée, non inscrits, les excluant ainsi de toute statistique

SalariéEs et privéEs d'emploi, même combat !

Les grèves et les manifestations se succèdent, souvent avec succès : postiers et usagers de la poste contre la privatisation, cheminots contre l'allongement du temps de travail, pilotes d'avion contre la retraite à 65 ou 70 ans, enseignants contre les suppressions d'emplois, ouvriers de l'automobile contre les licenciements et les baisses de salaires, producteurs de lait contre la chute de leurs revenus, agents hospitaliers et usagers contre les fermetures d'unités de santé...

Plus que jamais, il faut unir les luttes des chômeurs et celles des salariés contre les licenciements, contre la précarité, car seul un mouvement d'ensemble sera efficace !

Alors tous ensemble, Samedi 6 décembre, à la manifestation contre le chômage et les précarités, 14h métro Stalingrad.

Pour répondre à l'urgence sociale, nous revendiquons :

- **300 euros** d'augmentation pour tous, le SMIC à 1500 euros net, **indexation des salaires sur les prix.**
- **Interdiction des licenciements** (obligation imposée solidairement au patronat de maintenir les contrats de travail).
- Politique de **protection contre le chômage et la précarité.**
- **Retour à la retraite à 60 ans**, pas moins de 75 % du salaire au bout de 37,5 annuités.
- Défense et extension de tous les **services publics**, bouclier social.

Convention UNEDIC 2009-2011 : les chômeurs ne doivent pas payer leur précarité...

Dans le cadre de la crise actuelle, le Medef entend aussi faire payer les chômeurs. Les négociations sur l'indemnisation qui sont censées se terminer fin décembre- faute de quoi l'Etat interviendra- tournent autour de deux problèmes :

- le Medef et ses partenaires dans leur logique de **baisse du coût du travail**, se retrouvent sur l'idée de **baisse des cotisations**. Il faut faire des économies donc ce sont les chômeurs qui seront moins bien indemnisés. (les projections de l'Unedic prévoient entre 2,4 et 3,7 milliards d'économies selon les schémas retenus) en excluant chaque mois entre 179 000 et 377 000 personnes de l'assurance chômage.
- excepté la CGT, tous les « partenaires sociaux » proposent une **filière unique** avec une indemnisation au bout de 4 mois de travail (contre 6 actuellement). Pour rappel la séparation de l'indemnisation entre assurance et solidarité date de 1979 : sous couvert de simplification (il existe actuellement quatre filières), ce retour à une filière unique exclut de fait les jeunes et les précaires. Alors que 60% des inscriptions aux Assedics ont pour cause la fin de contrats précaires, c'est une fraction importante des salariés qui sera **exclue de l'indemnisation**.

Par ailleurs les calculs faits par AC! montrent que ces nouvelles durées d'indemnisation seraient particulièrement défavorables aux salariés (à deux exceptions près : les salariés ayant travaillé de 9 à 11 mois gagneraient 1 à 3 mois, ceux ayant travaillé plus de 2 ans gagneraient 1 mois...). Mais tout va bien, la dégressivité (supprimée en 1998 suite au mouvement des chômeurs) n'est pas d'actualité...

La question des saisonniers est également posée : la convention de 2006 stipulait qu'ils ne pouvaient être indemnisés que 3 années de suite. Pour peser sur les négociations en pleine saison de ski, un préavis de grève est déposé le 20 décembre... Les signataires de la dernière convention avaient justifié leur position par le fait que soit mis en place un meilleur accompagnement des chômeurs : en fait d'accompagnement c'est un contrôle accru qui se met en place avec l'« offre raisonnable d'emploi ».

Conclusion : les négociations sur les conventions Unedic aboutissent à la fois à une baisse de l'indemnisation et à une augmentation des radiations...

**Mardi 16 décembre : Rassemblement interprofessionnel
devant le siège du MEDEF, avenue Bosquet, à l'appel
notamment de la CGT.**

Pour prendre contact :

Envoyez vos coordonnées
NPA 2, rue Richard Lenoir, 93100
Montreuil

L'appel et la pioche

Comité NPA qui lutte contre la précarité :
lappelatlapioche@gmail.com

Comité ANPE/NPA
www.npa2009.org